



Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-Synthe, Nord – Février 2020

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique¹.

Chiffres concernant les expulsions hebdomadaires des lieux de vie informels

 9 expulsions de lieux de vie informels	 22 arrestations
 27 tentes saisies	 2 ustensiles de cuisine saisis
 15 sacs de couchage ou couvertures	 De la nourriture a été saisi 3 fois
 2 sacs à dos/valises saisis	 1 tentative d'intimidation ²

Dans le cadre de la politique « d'évitement des points de fixation » ces opérations de harcèlement consistent à démanteler les campements de personnes exilé-e-s 3 à 5 fois par semaine en moyenne. Tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits par divers moyens (aux couteaux, à la tronçonneuse etc.). Ces opérations sont accompagnées de contrôle d'identité souvent abusifs (*Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916*) et donnent lieu à des arrestations puis placement en rétention administrative alors illégaux.

Chiffres concernant les « mises à l'abri³ »

 12 hommes seuls pris en charge	 42 hommes seuls refusés
 1 femme seule prise en charge	 4 femmes seules refusées
 12 familles prises en charge	 18 familles refusées
 4 jours sans solution de mise à l'abri	

En contrepartie des expulsions, un système de mise à l'abri assuré par l'association AFEJI mandatée par l'État, est mis à disposition avec un point précis de rendez-vous pour les personnes souhaitant être mises à l'abri.

¹ Ces données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

² Contrôle de véhicule sur le lieu de travail.

³ Données recueillies en collaboration avec le Refugee Women Center.